



■ CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SEE "L'ESPACE PUBLIC EUROPÉEN À L'ÉPREUVE DU RELIGIEUX"

● **Mons, Belgique, 16-17 février 2006**

Conférence organisée en partenariat avec la Section d'Etudes Européennes de l'AFSP

**Avec le soutien du réseau REGIMEN de l'Association Belge de Science Politique
Du Fonds National de la Recherche Scientifique Belge
Du Département des sciences politiques des FUCAM, Académie Louvain
Du Conseil de la Recherche des FUCAM**

L'actualité récente a illustré la crise de légitimité profonde de l'Union européenne en même temps que son importance fondamentale à tous les niveaux et dans tous les domaines. L'objectif de cette conférence sera de revenir sur quelques débats majeurs qui se sont noués dans l'arène scientifique et politique en utilisant la religion comme révélateur des logiques de la construction européenne, des effets de cette dernière sur les structures et les cultures socio-politiques.

L'interrogation s'énonce ici en termes d'europanisation horizontale (convergence des sociétés ou intériorisation croisée de la dimension européenne) et verticale (transfert de compétences et d'allégeances au niveau européen).

La religion joue le rôle de pierre de touche des évolutions politiques pour plusieurs raisons. Chaque histoire stato-nationale est modelée en partie par la relation intime de coopération, d'opposition et/ou de mimétisme entre Eglises et Etats. La religion est souvent constitutive de l'identité collective d'un peuple ; elle est aujourd'hui un répertoire d'expression privilégié des particularismes. Elle représente un enjeu particulièrement sensible du mode de régulation de la diversité sociale et de la gestion du clivage public-privé. Enfin, la religion apparaît comme un corpus de représentations, de croyances et de pratiques en pleine mutation, mais dont la prétention normative subsiste potentiellement comme alternative, complément ou concurrence à la légitimité politique.

Deux dimensions principales seront interrogées, dimensions que les contributions sont plus particulièrement invitées à discuter : d'une part, celle du *rapport du religieux aux institutions*; d'autre part, celle de la *reconversion de l'affirmation religieuse comme identité et comme mémoire dans le contexte d'un espace public européen émergent*.

1/ Religion et institutions

Le rapport de la religion à l'institution religieuse et à l'institution politique constitue un problème central. Compte tenu de l'individualisation et de la déstructuration des croyances et des pratiques, le fait spirituel échappe de plus en plus aux hiérarchies traditionnelles. Dans le même temps, les Eglises ont obtenu lors du processus constitutionnel européen leur reconnaissance comme partenaires privilégiés de la gouvernance. Au niveau national, en Italie, en Espagne ou en Pologne, on a assisté à ce qui a pu être interprété comme une tentative de retour des appareils religieux dans le débat politique. Est-on là en présence de tendances contradictoires de désinstitutionnalisation du religieux dans la vie sociale et de réinstitutionnalisation dans la vie politique ? Faut-il y voir une reconversion de ressources en phase avec les logiques contemporaines, ou au contraire une stratégie de substitution tendant à « récupérer » indûment une influence perdue ? Quel éclairage cela jette-t-il sur l'attitude des pouvoirs politiques ? Ces évolutions sont-elles homogènes dans les différents pays de l'Union européenne ? Quels sont à cet égard les effets, s'ils existent, de l'intégration européenne ?

2/ Religion, identité et espace public européen

Le rapport à la religion s'apparente aujourd'hui, selon l'expression de Danielle Hervieu-Léger, à un « bricolage spirituel » qui voit chaque individu ou groupe définir lui-même les modalités et les finalités de sa foi en marge des organisations et des conventions traditionnelles. Dès lors, la religion change de fonction. Diversifiée et éclatée, elle procède davantage du registre de l'identitaire et du communicationnel que de celui de la norme collective uniforme. Elle n'en demeure pas moins une ressource politique importante en constituant souvent un langage mobilisateur pour énoncer des discours politiques généraux de résistance ou d'adaptation au changement. La dimension transcendante cède alors le pas au contenu éthique et mémoriel.

La question est de déterminer si et dans quelle mesure la religion constitue un mode de légitimation (ou de délégitimation) des ordres politiques et sociaux, de délimitation et de renforcement des communautés politiques. Le débat sur l'opportunité d'une référence à Dieu ou à l'héritage chrétien de l'Europe dans la constitution européenne a illustré l'actualité persistante d'une telle interrogation, la pérennité des positionnements qu'elle suscite, en même temps qu'une certaine indécidabilité des clivages énoncés en termes proprement religieux dans le cas par exemple de la candidature de la Turquie.

Les modes d'expression du fait religieux confirment-ils l'hypothèse d'un espace public européen émergent ? Le cas échéant, comment cet espace public européen s'articule-t-il aux espaces publics nationaux ? Les niveaux transnationaux et/ou supranationaux viennent-ils concurrencer ou compléter le niveau national ? Peut-on parler de circulation des pratiques et des référentiels (modèles institutionnels, recettes d'action publique, répertoires d'action collective...) dans un marché européen du religieux ? Les usages du religieux traduisent-ils l'autonomie d'acteurs de la société civile ou la réponse à des stimuli institutionnels ? L'identité, la mémoire et les valeurs contemporaines ont-elles partie liée avec les appartenances confessionnelles ? De manière plus générale, si l'on accepte le postulat de la sécularisation de l'Europe, quel lien faire avec le désenchantement du politique ?

Jeudi 16 février 2006

10h30-13h00

Introduction générale : **CROYANCES EN MUTATION**

Président de séance : Paul Magnette (ULB)

Discutant : Yves Deloye (Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

- Jean-Paul Willaime (EPHE, GSRL): « Les reconfigurations ultramodernes du religieux en Europe »
- Claude Dargent (CEVIPOF) : « Intégration religieuse, appartenance nationale et attitudes morales dans l'espace public européen. »

14h30-18h30

RELIGION, NATION, IDENTITES : DYNAMIQUES COMPAREES

Président de séance : Philip Schlesinger (University of Stirling)

Discutant : Jean-Paul Willaime (EPHE Paris)

- Yves Palau (Université de Paris XII-LARGOTEC-REGIMEN), Pierre Vercauteren (FUCAM-REGIMEN) : « Crises de légitimité et tendances contradictoires dans les modes d'insertion des religions au sein de l'espace public. Etude de cas en Belgique et en France »
- Frédéric Moens (FUCAM-GReSAS) : « Conséquence des mutations du croire sur les identités individuelles et collectives. Enquête à Charleroi »
- Sinziana Andreea Carstocea (ULB) : « Religion, morale et politique. L'exemple de l'Eglise orthodoxe roumaine face à l'homosexualité »
- Xabier Itçaina (CERVL-IEP de Bordeaux) : « Vers une nouvelle régulation religieuse du politique ? Catholicisme, espace public et démocratie en Espagne et en Italie »

Vendredi 17 février 2006

9h-13h

EUROPE ET ISLAM : UNE NOUVELLE ARTICULATION DU POLITIQUE ET DU RELIGIEUX ?

Président de séance : Olivier Costa (CERVL-IEP de Bordeaux)

Discutant : François Foret (FUCAM)

- Corinne Torrekens (ULB) : « L'identité musulmane européenne : entre espace public européen et espaces publics nationaux »
- Françoise Lorcerie (IREMAM-MMSH) *et alii* : « Politisation de l'islam et légitimation des ordres politiques nationaux et européen »
- Emmanuelle Bribosia, Isabelle Rorive (ULB) : « Une européanisation du religieux par le droit ? La Cour européenne et le port du voile »
- Sara Silvestri (University of Cambridge): « Asserting Islam in the EU: actors, strategies, and priorities »

14h30-18h30

"L'EUROPE CHRETIENNE" ET BRUXELLES

Président de séance: Pierre Vercauteren (FUCAM)

Discutant : Paul Magnette (ULB)

- Bénédicte Massignon (GSRL-CNRS): « Le lobbying juridique des Eglises et des mouvements laïques : une contribution à l'émergence d'un espace public européen ? »
- Virginie Riva (CRPS-Paris 1) : « Le débat français sur les racines chrétiennes de l'Europe. Une reconversion de ressources politiques et religieuses »
- François Foret (FUCAM) : « Le religieux dans la légitimation de l'Union européenne »
- Pascal Delwit (ULB) : « Les partis démocrates-chrétiens : force(s) européenne(s) en déclin ? »

Synthèse finale : Philip Schlesinger (University of Stirling)

Conclusion par les organisateurs

■ Comité organisateur

Olivier Costa (CERVL-IEP de Bordeaux)

François Foret (FUCAM)

Paul Magnette (Institut d'Etudes Européennes, ULB)

■ Comité scientifique

Olivier Costa (CERVL-IEP de Bordeaux)

Yves Deloye (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut Universitaire de France, Association Française de Science Politique)

François Foret (FUCAM)

Paul Magnette (Institut d'Etudes Européennes, ULB)

Philip Schlesinger (Stirling Research Media Institute, University of Stirling)

Jean-Paul Willaime (Ecole Pratique des Hautes Etudes, Groupe Sociétés, Religions, Laïcités)

Responsable de l'organisation à contacter pour information :
François Foret (francois.foret@fucam.ac.be)

